

Fiche 3 PP. 83-86 Histoire terminale

1975-1988: affirmation de la revendication indépendantiste, insurrection nationaliste et affrontement des légitimités.

Synthèse

I-1975- septembre1984 : bipolarisation politique autour de la cause indépendantiste

➤ **La cause indépendantiste affirmée dans la déclaration de la Conception** en juin 1975 **raisonne profondément dans l'archipel et bouleverse le paysage politique calédonien.** L'adhésion de l'UC à l'indépendance entraîne dès 1977, le départ d'une majorité des calédoniens d'origine européenne et autres. **De nouveaux partis sont créés.** Certains pour poursuivre l'esprit unitaire et réformiste de l'UC, c'est le cas de la FNSC (fédération pour la nouvelle société calédonienne), d'autres pour combattre énergiquement toute idée d'indépendance, c'est le cas du **RPC (qui devient le RPCR en 1978)**

➤ **En 1979** les mouvements indépendantistes se structurent autour du **Front Indépendantiste** (qui fait suite au comité de coordination pour l'indépendance canaque qui avait vu le jour en juin 1975). Aux élections du 1^{er} juillet 1979, le front indépendantiste recueille 34% des voix (14 sièges), tandis que les partis hostiles à l'indépendance sont majoritaires (le RPCR totalisant à lui seul 40% des suffrages). **les acteurs politiques ont fait le choix de créer deux camps antinomiques, cette bipolarisation politique s'accompagne assez naturellement d'un clivage ethnique, engageant la société calédonienne dans son ensemble sur le terrain de la dangereuse radicalisation politique et identitaire.** Les actes de violence d'ailleurs, débutent dès le début des années 1980. le secrétaire général de L'UC, Pierre Declercq est assassiné en septembre 1981. S'ensuivent des barrages routiers, du vandalisme et des coups de feu. En janvier 1983, deux gendarmes mobiles sont tués dans la région de La Foa. A Nouméa, les manifestations se multiplient et mettent parfois face à face les deux camps, comme celle du 18 mai 1983. Partout les occupations de terres se multiplient. Le pays plonge dans le marasme économique, l'inflation et les difficultés budgétaires.

➤ Depuis Paris, ou localement, des responsables politiques tentent de répondre à la radicalisation par des programmes de réformes. Le ministre P. Dijou, lance la réforme foncière, tandis que la coalition FNSC et FI, à la tête du gouvernement local, entre 1982 et 1983, engage le pays dans des réformes économiques et sociales d'envergure (ex : mise en place de l'impôt sur le revenu). Le RPCR organise une vive opposition à cette coalition, il y voit un danger accélérant la marche à l'indépendance et refuse de voter plusieurs textes engageant pourtant le pays sur la voie du progrès social.

Des individus cagoulés et armés de barres de fer s'introduisent dans l'hémicycle de l'assemblée territoriale le 22 juillet 1982, obligeant le président de l'assemblée à suspendre la séance.

➤ L'indépendance est effectivement un des objectifs clairement exprimé par les composantes du FI. Le député Roch Pidjot dépose le 3 mai 1984 une proposition de loi (n°2089) dans laquelle le FI fixe la date de l'indépendance au 24 septembre 1985, et propose une réforme électorale limitant le droit de vote pour les élections territoriales aux Calédoniens ayant au moins un de leurs deux parents nés en Nouvelle-Calédonie.

II-Septembre 1984- août 1985 : l'insurrection nationaliste kanak place le pays dans contexte de guerre civile

➤ À son congrès du 22 au 24 septembre 1984 tenu à Ducos, le FI se transforme en Front de Libération Kanak Socialiste (FLNKS). Un pas décisif est franchi, les indépendantistes ne reviendront jamais en arrière. En effet, le FLNKS, n'est plus seulement une entente à finalité électorale mais l'organe politique d'un vaste mouvement de lutte nationaliste. Le FLNKS forme le gouvernement provisoire de Kanaky présidé par J.M. Tjibaou, avec Eloi Machoro comme ministre de la sécurité et

Yann Céléne Uregei aux relations extérieures. Dans sa charte le FLNKS définit l'indépendance comme un droit. L'autodétermination ne peut s'appliquer qu'aux Kanak qui se réservent le droit « d'accueillir » les non-kanak. La primauté réservée aux kanak met les autres habitants du pays dans une situation d'insécurité insupportable, d'autant plus que fleurissent partout les slogans « les blancs dehors ».

➤ Une autre partie du pays (bientôt surnommée du terme réducteur de « loyaliste ») ne se reconnaît pas dans ce projet : ni dans son but « l'indépendance kanak socialiste », et encore moins dans sa stratégie, « la lutte ». Alors de part et d'autre, on s'arme. Le FLNKS a son organisation armée commandée par E. Machoro. Certains de ses combattants partent en Libye dans des camps d'entraînement. Des milices se forment dans le camp anti-indépendantiste, elles sont armées depuis l'extérieur. Quant au gouvernement, il déploie sur le territoire un impressionnant dispositif militaire et tente de ramener les indépendantistes dans le cadre des institutions en changeant trois fois le statut du territoire entre 1984 et 1987.

➤ La période qui court **de novembre 1984 à avril 1985**, correspond à un premier temps fort de l'insurrection. La violence en Nouvelle-Calédonie redouble quand Edgar Pisani (délégué du gouvernement) évoque, en janvier 1985, la solution de l'indépendance-association. Les actions revendiquées par le FLNKS, mais laissées la plupart du temps à l'initiative des sections locales de base, ne prennent pas seulement pour cible les institutions de l'État et leurs représentants mais s'attaquent aussi aux populations civiles. Les barrages routiers empêchent les habitants de circuler, des villages sont pris d'assaut (Hienghène, Ouégoa, Thio), les « broussards » isolés sont harcelés, leurs terres sont occupées. Les populations se retrouvent vite face à face, et on assiste à des drames, comme celui de Hienghène où 10 habitants de la tribu de Tiendanite sont tués par leurs voisins organisés en embuscade. Nouméa, où le RPCR est puissant, devient le théâtre de vastes manifestations anti-indépendantistes, rassemblant parfois plus de 30 000 personnes. Plusieurs attentats à l'explosif éclatent dans la ville, ils touchent aussi bien des bâtiments publics que des habitations privées. La plupart sont perpétrés par des groupes armés anti-indépendantistes.

Et pourtant, le pays ne sombre pas complètement dans guerre civile. Les responsables indépendantistes font le constat que l'indépendance ne peut être gagnée par les armes, que cette méthode aboutira à une violente guerre interethnique. Et puis une partie des Calédoniens refusent de tomber dans la violence. Certaines communes ne déplorent pas plus de violence qu'avant l'insurrection. Les liens sociaux ne sont pas complètement rompus, des rencontres sportives par exemple, réunissent sur les terrains de volley ou de foot les représentants de toutes les communautés ethniques. C'est aussi cet état d'esprit qui aide les deux camps à revenir à la table des négociations.

III-Août 1985- mai 1988: le retour dans les institutions des indépendantistes est fragilisé par l'alternance en France.

➤ **Le plan Fabius-Pisani promulgué le 23 août 1985** ramène les indépendantistes dans les institutions, le découpage électoral leur permet de se rendre majoritaire dans 3 régions sur quatre (île, Nord et centre). Les élus calédoniens sont amenés à faire l'expérience de la régionalisation.

➤ Mais l'accalmie est de courte durée. **Le nouveau gouvernement de cohabitation, issu des élections législatives de mars 1986 et présidé par J. Chirac** se saisit du dossier calédonien et compte bien y imprimer sa marque. A ses dépens, la Nouvelle-Calédonie est au cœur des enjeux politiques métropolitains alors que la première cohabitation redéfinit le paysage politique et attise les ambitions électoralistes. **A partir de mars 1986**, le gouvernement Chirac, encouragé par la droite locale (qui a mal accepté d'être minoritaire dans les institutions alors qu'elle est majoritaire dans les suffrages) revient sur le statut Fabius-Pisani et retire aux régions certaines de leurs compétences. Les

indépendantistes rejettent les nouvelles dispositions du statut Pons, boycottent le référendum de septembre 1987, réagissent très vivement à l'acquittement des inculpés de la tuerie de Hienghène, prônent l'abstention aux élections territoriales de mars 1988. La tension monte et culmine dans la tragédie d'Ouvéa entre **le 22 avril et début mai 1988**.

Dans la mémoire collective calédonienne, la période qui court de 1984 à 1988 est considérée comme une rupture. Faut-il pour autant s'arrêter à une présentation tragique ? La notion de rupture est-elle suffisante pour rendre compte de la portée de cette période ? Comme toute période révolutionnaire, 1984-1988 est aussi une période de transition, pendant laquelle s'élabore des solutions innovantes. Au-delà des buts poursuivis par chacun des deux camps (l'indépendance pour les uns, le maintien dans la République pour les autres) les acteurs politiques ont su adapter leurs objectifs et leurs méthodes. Les indépendantistes et le RPCR par exemple acceptent de mettre en œuvre les régions en 1985. C'est une nouvelle voie qu'il faut faire accepter aux plus radicaux de chaque camp. Cette gestion des territoires est une clé du problème calédonien, elle s'ouvrira plus tard sur la provincialisation dont tout le monde se félicite aujourd'hui.

Dans un autre registre plus intimiste, pendant cette période où les liens intercommunautaires sont mis à mal, où les légitimités s'affrontent, les populations éprouvent aussi le besoin de se pencher sur leur identité, sur leur place dans l'histoire du pays. Cette démarche spontanée sera payante car elle débouche progressivement sur un regard plus neuf posé sur l'Autre. Elle s'ouvre sur une conception plus moderne du vivre ensemble tournant résolument le dos aux logiques coloniales. Par cette démarche intimiste les citoyens calédoniens ont largement contribué à faire sortir le pays de la crise. Ils adhèrent d'ailleurs majoritairement (sauf à Nouméa) aux accords de Matignon.

Fiche 3 PP. 83-86 Histoire terminale
1975-1988: affirmation de la revendication indépendantiste, insurrection nationaliste et
affrontement des légitimités.
Commentaires de documents

Document 1 : de nouveaux partis confirment la bipolarisation de la scène politique

Le tableau n'a pas vocation à l'exhaustivité, d'autres partis partagent l'échiquier politique calédonien, ils sont créés avant ou après la période concernée. Il vise à mieux cerner le processus et les manifestations de radicalisation. Celle-ci commence dans la classe politique kanak. Elle participe d'un contexte mais s'explique aussi par les difficultés rencontrées par l'UC. M. Lenormand, le chef du parti et député affronte une vive opposition de la droite locale s'exprimant d'ailleurs plus contre sa personne que sur ses réformes. Il rentre aussi en conflit ouvert contre le représentant du Gouvernement métropolitain qui tente de freiner son action politique. A l'interne, par ailleurs, on lui reproche parfois son autoritarisme. Avec le recul historique on peut plus facilement comprendre que ce parti majoritaire n'a pas pu tenir pleinement son rôle de rempart contre la radicalisation.

A partir de 1975 (première déclaration d'indépendance de la Conception voir doc 6 fiche 2, p.82), les mouvements politiques kanak (PALIKA, FULK, UPM) se positionnent tous en faveur de l'indépendance. L'UC finit par les rejoindre en 1977. En face, la même année, la droite locale réagit et se restructure, c'est la naissance du RPC (qui devient le RPCR en 1978).

Les élections territoriales de 1979 parachèvent la bipolarisation. Les nouvelles règles électorales fixent à 7.5% des suffrages la barre pour obtenir un siège à l'assemblée territoriale. Les partis doivent s'unir. Les mouvements indépendantistes se structurent autour du **Front Indépendantiste** (qui fait suite au comité de coordination pour l'indépendance canaque qui avait vu le jour en juin 1975). Le 1^{er} juillet 1979, le front indépendantiste recueille 34% des voix (14 sièges), tandis que les partis hostiles à

l'indépendance sont majoritaires, le RPCR de Jacques Lafleur et la FNSC obtiennent respectivement 40% (15 sièges) et 18% (7sièges).

Document 2 : les revendications foncières et économiques

L'article justifie le besoin d'espace vital pour la tribu, enclavée entre la mangrove et les collines, les kanak ayant été déplacés depuis les bonnes terres situées plus haut, sur le site actuel du village de Voh.

Le chef profite d'un contexte favorable ouvert par la réforme foncière engagée par le ministre Dijoud. C'est une réponse politique aux indépendantistes qui usent des revendications et des occupations de terres, comme outil de revendication politique depuis déjà 4 à 5 ans. Ces actions sont les plus nombreuses dans la région de Voh-Koné-Pouembout sur la côte ouest, et Ponérihouen, Canala sur la côte est. Les propriétés privées revendiquées font l'objet d'une « occupation », les clans y installent une case symbolique et poussent le propriétaire à partir.

Lors de cette visite, Jean Poitchili, critique par ailleurs les opérations qui ont été menées sur la tribu comme l'opération FADIL (fond d'aménagement et de développement de l'intérieur et des îles). Cette critique est surtout d'ordre pratique, l'erreur des institutions consistant à parachuter des projets, sans au préalable consulter les populations concernées ni tenir compte de leur aspiration.

Évolution de l'affectation des terres (1978-1985) en milliers d'hectares

Mode d'appropriation	Mélanésiens		Autres ethnies		Office foncier 1985	Total
	1978	1985	1978	1985		
<u>Selon le droit civil</u>						
-Individu			350	282		632
-Société ou groupement	27	28	110	85		250
<u>Selon le droit coutumier</u>						
-Réserves	165	199	–	–		364
-Propriété classique	8	41	–	–		49
<u>Stock de l'office foncier</u>	–		–	–	45	45
Total	200	268	460	367	45	1340

D'après : A. Christnacht, *La Nouvelle-Calédonie*, la documentation française, notes et études documentaires, n°4839, Paris, 1987.

Document 3 : les réponses du gouvernement à la montée de la revendication indépendantiste

Les gouvernements de droite comme de gauche tentent de répondre aux problèmes calédoniens par des réformes sociales, mais elles ne satisfont jamais les indépendantistes bloqués sur le préalable politique, à savoir le retour à une large autonomie avant l'indépendance et la réduction du corps électoral aux Calédoniens ayant au moins un de leurs deux parents nés sur le territoire (cette dernière question ne sera résolue qu'en février 2007 par le corps électoral gelé, reconnu par la constitution française). Jusqu'en mai 1988, faute d'accord politique, la Nouvelle-Calédonie connaît une valse des statuts politiques (6 statut différents de 1976 à 1978).

Document 4: réponse du RPCR à la revendication indépendantiste

Le nouveau parti, le RPC, est né à Nouméa le 17 avril 1977. C'est une initiative de Jacques Lafleur. Il est le fils d'Henri Lafleur, alors décédé, riche homme d'affaires et sénateur de la Nouvelle-Calédonie pendant de nombreuses années. Le nouveau parti est constitué d'un noyau solide, regroupant les membres de l'ex-rassemblement de Henri Lafleur, le mouvement des jeunes Giscardiens, une partie de l'UNR (droite républicaine, fondée par H. Bonneau dans les années 1940). Se rallie aussi, l'AICLF de Charlemagne-Matayo. Si le Rassemblement est à majorité européenne, des personnalités du monde kanak s'y retrouvent aussi, il s'agit de protestants, tels Matayo Wetta, Auguste Reybas, Néa Gallet ; ou encore des catholiques, derrière la participation de Michel Kauma. Une cause les rassemble : la défense de la Calédonie française face à la montée de l'idée d'indépendance kanak.

En 1977, néanmoins, le parti reste aussi très attaché à défendre la « personnalité calédonienne » qui est définie « comme une collectivité pluriraciale au dosage harmonieux, véritable petite nation au sein de la nation française » (P.26 de la charte de 1977). Pour contrecarrer les mouvements nationalistes kanak, Le RPC appelle à « l'entente » entre les communautés culturelles, « l'entente avec la métropole ». Conscient des retards et des déséquilibres de la société calédonienne, il propose des réformes économiques (de type libéral), des aides pour lutter contre le chômage, une réforme foncière, pas seulement au profit des clans kanak spoliés, mais destinée à tous les Calédoniens désireux de se lancer dans l'agriculture. Il appelle aussi à plus de solidarité nationale, en regrettant que l'État, jusqu'à présent « a fait primer l'intérêt national au détriment de celui de la collectivité calédonienne ». Ce programme se rapproche beaucoup du concept de l'autonomie, et pourtant J. Lafleur s'en défend avec force, lui préférant la notion plus administrative, de décentralisation. Le RPC devient le RPCR en 1978, après la visite de Jacques Chirac le 21 juillet. Le Mouvement Libéral Calédonien J. Lèques, Nagle, R. FROUIN...) rentre dans sa mouvance. Ses succès électoraux sont rapides, il devient dès septembre 1977, quelques mois après sa création, le premier parti de l'assemblée territoriale, avec 12 sièges sur 35. Ce n'est cependant pas suffisant pour gouverner seul, dans une assemblée où le pouvoir est dispersé entre 11 partis. En 1979 il doit s'allier à la FNSC.

En métropole une nouvelle majorité, socialiste, arrive au pouvoir en mai 1981. Pour le RPCR, c'est une menace de plus contre le maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République. Les socialistes s'étant souvent exprimés en faveur des partis indépendantistes. Le parti rentre alors en vive opposition contre le gouvernement socialiste. D'immenses manifestations se tiennent dans la ville à l'appel du RPCR, celle du 18 mai 1983, regroupe 30 000 personnes, elle se veut pacifiste.

Document 5: les groupes « révolutionnaires » au début des années 1970

Revenus à partir de 1969, une génération de jeunes étudiants calédoniens marqués par les mouvements révolutionnaires de l'époque, compte à son tour peser sur l'avenir du pays. À ces jeunes intellectuels Caldoches et de « kanak », s'ajoutent aussi des militaires, des lycéens. La diversité de ces groupes laisse penser à la naissance d'un creuset nationaliste calédonien. Certains de ces groupes ont une assise régionale. Ainsi le Groupe 1878, en mémoire de la lutte du chef Atai, créé en 1974, représente les jeunes de Grande Terre. Les jeunes de Lifou, quant à eux, choisissent le mouvement Ciciqadri. Ce nom désigne un oiseau, un passereau également appelé gobe-mouche, qui annonce une bonne nouvelle. Wayagi, rassemble des jeunes de Maré. Ils ont choisi le nom d'une igname sacrée de chef. Atsai, signifiant « gens noirs », est le nom que se donne le groupe des jeunes d'Ouvéa. Si à leur début les revendications sont plus culturelles (affirmant l'identité kanak), elles deviennent plus politiques par la suite. C'est le cas des Foulards rouges notamment, fondé par Nidoïsh Naisseline en 1969, ou du Groupe 1878. Cette jeunesse contestataire pose la question de la place des Kanak dans les mutations économiques et sociales du pays. Ces nouveaux mouvements dénoncent les inégalités entre les Kanak et les Européens, en faisant le constat d'une redistribution insuffisante et inéquitable des fruits de la croissance vers les tribus et la population autochtone. Ils posent aussi et pour la première fois la question de l'indépendance, qu'ils appellent de leurs vœux, car ils y voient une libération du

peuple kanak. Ils estiment que la Nouvelle-Calédonie est toujours dans une situation de dépendance coloniale.

L'Union des Jeunesses Calédoniennes et de l'Union pacifiste, quant à elles sont surtout peuplées de jeunes Caldoches antimilitaristes, pacifistes, et acquis aux idées socialistes. Ils sont très actifs et étendent leur influence en brousse où ils organisent des réunions d'informations

Les manifestations patriotiques et nationales sont l'occasion pour ces groupes de jeunes d'affirmer leurs idées. Les faits ici jugés remontent au défilé militaire du 24 septembre 1974 (date commémorant la prise de possession) durant lequel des manifestants issus principalement du groupe 1878, tentent d'arrêter le mouvement de troupe sur l'Anse-Vata.

D'autres actions symboliques sont organisées, comme des pétitions. Celle notamment qui exige le retrait du bas-relief de la statue Olry, où un kanak est représenté dans un acte de contrition.

Ces groupes de pression sont progressivement dissouts, leurs membres (Kanak) rejoignent alors de nouveaux partis politiques : le Palika, le FULK, ou encore le LKS.

Document 6 : Jean-Marie Tjibaou définit le concept de l'indépendance kanak

La période est celle des tensions extrêmes entre indépendantistes et non-indépendantistes. Le mouvement kanak nationaliste qui est devenu le FLNKS vient de subir de fortes pertes avec, les 10 kanak de Hienghène tués en décembre 1984, dont deux frères de JM. Tjibaou et la mort de E. Machoro en janvier 1985. Cet article traduit le travail d'explication du FLNKS autour de son projet politique. Quelque peu poussé par la force des choses. Il devient impératif d'expliquer, au monde et surtout aux Français de la métropole. C'est le cadre de cet entretien. JM. Tjibaou est le président du FLNKS et du gouvernement provisoire de Kanaky. C'est un entretien à bâtons rompus où les notions de souveraineté, d'indépendance et de nationalisme et de socialisme se trouvent imbriqués. Au-delà du cadre notionnel et forcément abstrait, on peut aussi percevoir le souci d'inscrire son projet d'indépendance dans une perspective de développement économique, maîtrisé par L'Etat. Un ensemble de grands projets d'aménagement est à ce moment défini, comme le port en eaux profondes de Népoui, un aéroport international dans le nord, non loin du port, une route transversale entre la côte est et la côte ouest. Un programme de rééquilibrage spatial auquel ses successeurs s'efforcent encore aujourd'hui de donner corps.

Documents 7 et 8: 1984-1985 un climat de guerre civile/ l'impact de l'insurrection sur la population civile

Cette chronologie succincte a fait l'objet d'une sélection de faits représentatifs de cette période marquant le début de l'insurrection. Si Nouméa est souvent au cœur de l'actualité parce que le chef lieu du territoire est le terrain de prédilection des grandes manifestations et des attentats spectaculaires ; c'est en brousse ou dans les îles que les populations civiles connaissent la plus grande insécurité. Dès le début de l'insurrection, les actions menées par le FLNKS sur le terrain, ne visent pas seulement les bâtiments publics ou les centres du pouvoir républicain. De vastes opérations sont organisées pour déstabiliser complètement le territoire. Elles prennent pour cadre des habitations isolées assiégées puis brûlées (c'est le cas à Témala dans la commune de Voh), mais aussi des villages tout entier. À Ouegoa, Hienghène, Canala, ou encore à Thio, les populations non kanak d'origine européenne sont harcelées, terrorisées et séquestrées (c'est le cas à Thio) ; La Foa et Koné sont aussi menacés. L'objectif étant d'obliger ces populations à quitter les lieux, parmi elles se trouvent aussi des métis-kanak ou des kanak non indépendantistes chassés de leur terre et de leur case à Lifou ou à Canala. Des escadrons de l'armée sont déployés en brousse et dans les îles, mais les populations isolées les trouvent souvent insuffisant à assurer leur sécurité. Des milices sont alors organisées et armées. Des drames marquent pour longtemps la mémoire collective, l'assassinat de 10

Kanak de la tribu de Tiendanite par leurs voisins, des métis, installés depuis plusieurs générations sur des terres. Le réseau routier est aussi considérablement perturbé voir impraticable dans certains secteurs du fait des barrages, tour à tour indépendantistes et non indépendantistes bloquent les routes. Des populations sont ravitaillées par la mer ou par les airs, c'est le cas à Poindimié.

La Nouvelle-Calédonie baigne alors dans un climat de guerre civile, ce terme est d'ailleurs plus approprié que celui des « Évènements » plus communément usité. Et pourtant certaines communes restent relativement calme (Koumac, Pouembout, Poum...) la violence ne se généralise pas complètement. À Nouméa la vie est presque normale.

Après 1985, les actes de violence ne disparaissent pas complètement mais ils sont plus isolés. Les actions sur le terrain ne sont plus une priorité. Mais la préparation d'un nouveau référendum en 1987 soulève la colère chez les kanak indépendantistes qui n'ont pas eu satisfaction sur la restriction du corps électoral. Pendant l'année 1986 Le FLKS se mobilise pour obtenir une écoute auprès de certaines organisations internationales, le Forum du Pacifique et l'ONU. Cette dernière, réceptive, inscrit d'ailleurs la Nouvelle-Calédonie sur la liste des États non-autonomes à décoloniser, le 2 décembre 1986.

Document 10 : la tragédie d'Ouvéa.

Devant la difficulté d'analyser cette question soumise encore à de nombreuses polémiques sans contrepartie scientifique, nous avons choisi de présenter une chronologie .

1986 :

- Mars : le gouvernement de cohabitation (Chirac) vide le contenu du plan Fabius/Pisani qui avait pourtant ramené les indépendantistes dans les institutions grâce à la création des régions. Le nouveau statut est voté par l'assemblée nationale en juillet
- Décembre : l'ONU, sollicitée par le FLNKS affirme le droit à la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination.

1987 :

- Avril –novembre : Opération « coups- de- poings » de la gendarmerie à la suite des meurtres de 3 gendarmes
- 13 septembre : référendum sur l'indépendance boycotté par les indépendantistes. 98.3% des votants choisissent le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française
- Octobre : acquittement des sept accusés de l'embuscade de Tiédanite, le verdict soulève la colère.
- Novembre : un jeune kanak a été tué dans la tribu de Saint-Louis par un gendarme lors d'une opération de police judiciaire ; congrès de l' UC à Yaté, Yeiwene appelle à l'auto- défense et à la résistance..

1988 :

- Février, Congrès FLNKS de Tibarama, mot d'ordre est lancé de boycotter les élections présidentielles, autonomie est donnée aux Comités de lutte pour les actions sur le terrain. Du 19 au 23 février, dix gendarmes sont pris en otage à Poindimié puis relâchés, 15 militants FLKS sont arrêtés
- 22 avril, date de prise d'effet du statut Pons et 1^{er} tour des élections présidentielles, barrages sur la Grande Terre et les îles. Le Comité de lutte d'Ouvéa investit la gendarmerie de Fayaoué, tuant 4 gendarmes et capturant 27 otages.
- 24 avril, la Gendarmerie est dessaisie des opérations sur l'île au profit de l'Armée et le général Vidal commandant supérieurs des forces armées de NC. Le haut commissaire Clément Bouhin signe deux réquisitions, chargeant l'armée du maintien de l'ordre sur le territoire et permettant l'emploi de la force et les armes utiles (forces de 3^{ème} catégorie). Ouvéa est coupée du reste du monde.
- 25 avril, le groupe de preneur d'otages du sud (Mouli-Lekine) se rendent, 11 otages libérés. Il ne reste que celui du nord de l'île,
- 26 avril, la grotte de Watetö près de Gossanah est localisée par les militaires avec l'aide des coutumiers, 16 otages.

- 28 avril, tentative de contact avec le FLNKS par l'intermédiaire du capitaine Legorgus qui bénéficie de la confiance d'Alphonse Dianou, chef des preneurs d'otages, qui échoue, d'autres subiront le même sort
- 29 avril, le capitaine est à Nouméa et fait un point de la situation au ministre Pons ainsi qu'aux officiers présents
- 30 avril, arrivée du 11^{ème} Choc et du Commando Hubert les élites de l'armée française à Nouméa.
- 1 et 2 mai, tentative de trouver au niveau national un médiateur reconnu par les indépendantistes
- 3 mai, décision est prise d'une opération militaire, unique solution en lieu et place de la venue de journalistes d'Antenne 2, que les preneurs d'otages continuent d'attendre. Opération prévue le 4 mai, qui sera repoussée pour des raisons climatiques
- 4 mai, informations du général Vidal du feu vert de l'exécutif (Président et gouvernement) donné à l'opération Victor
- 5 mai, 6h10 début de l'opération Victor, du prénom du général Vidal : 130 hommes, 26 du RIMA, 40 de l'EPGIN, 34 membres du 11^{ème} Choc, 16 commandos Hubert et 14 membres du GIGN. Bilan du 1^{er} assaut : deux morts pour le 11^{ème} Choc, 2 blessés du GIGN, 12 preneurs d'otages tués. 12h30, 2^{ème} assaut, 4 autres victimes directes chez les indépendantistes plus 3 autres ensuite.
- 7 mai, les familles d'Ouvéa récupèrent les corps des victimes à l'aéroport d'Ouloup
- 8 mai, obsèques des 19 kanak dans une tombe commune, et réélection de François Mitterrand à la présidence de la République